

PARTICIPATION, HABILITATION, PARTENARIAT:

A la recherche de résultats soutenables grâce au Renforcement des capacités liées au commerce



“Nous devons démolir les murs qui séparent les mondes développés et en voie de développement. Nous devons donner aux citoyens des nations les plus faibles la même capacité d’accéder à l’économie mondiale que les personnes des nations riches ont, de telle façon qu’ils puissent offrir leurs marchandises et leurs talents sur le marché mondial. Nous devons nous assurer qu’ils ont les mêmes occasions de poursuivre leurs rêves, d’approvisionner leurs familles, et de vivre une vie digne et de confiance en soi-même.”

GEORGE W. BUSH
PRÉSIDENT DES ÉTATS UNIS
14 Septembre 2005

LES ÉTATS-UNIS ET LE COMPROMIS DE DOHA

Les membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ont toujours reconnu que l'expansion des opportunités commerciales peut apporter une contribution significative à la croissance économique et à la réduction globale de la pauvreté. Le Programme de Doha pour le Développement (DDA) envisage de mieux intégrer les pays en voie de développement dans le système du commerce international et de leur permettre de bénéficier du commerce international. Les États-Unis ont été à la tête à Doha en 2001 et continuent à le faire actuellement, non seulement pour leur travail à Genève, mais également pour les activités de Renforcement des capacités liées au commerce (TCB) dans le monde entier. Le Renforcement des capacités liées au commerce, ou l'aide pour le commerce, permet d'établir la capacité nécessaire pour que les pays en voie de développement profitent des marchés libres.

A Hongkong, les États-Unis essayent de collaborer avec d'autres pays pour continuer le travail commencé sous le DDA. C'est l'occasion de l'OMC de se concentrer sur des questions d'importance pour les pays partenaires les moins développés (LDC) car ils cherchent à développer leurs économies par la croissance d'exportations. Une négociation réussie est importante pour ouvrir plus loin les marchés, et est aidée par le TCB.

Les États-Unis sont le plus grand pays donateur pour l'assistance au Renforcement des capacités liées au commerce, fournissant plus de \$1,34 milliards pour l'année budgétaire 2005, alors qu'il n'était que de \$921,2 millions en 2004. Le Compte du Millénaire des États-Unis (MCA) a contribué au financement du TCB pour la première fois



Les producteurs de café du Timor de l'Est augmentent les ventes en identifiant les marchés potentiels pour le café organique certifié.

cette année, en complétant des programmes des États-Unis en cours. En outre, nous continuons notre soutien aux programmes, liés au commerce, des banques multilatérales et au Plan d'assistance technique liée au commerce de l'OMC.

Les États-Unis sont dans une position unique de fournir de l'aide à beaucoup de niveaux – en travaillant avec des organismes internationaux, avec des gouvernements nationaux et locaux – en employant des méthodes diverses. Nous reconnaissons qu'il n'y a pas une seule approche à l'aide du TCB. L'aide pour le commerce des États-Unis est basée

**L'AIDE POUR LE
COMMERCE DES
ÉTATS-UNIS EST
BASÉE SUR LA
DURABILITÉ, LA
PROPRIÉTÉ ET LA
COORDINATION QUI
PERMETTENT AUX
ÉTATS-UNIS DE
FOURNIR UNE AIDE
FLEXIBLE ET
CRÉATRICE.**

INTÉGRATION RÉGIONALE ET COMMERCE FRONTALIER EN EUROPE DU SUD-EST

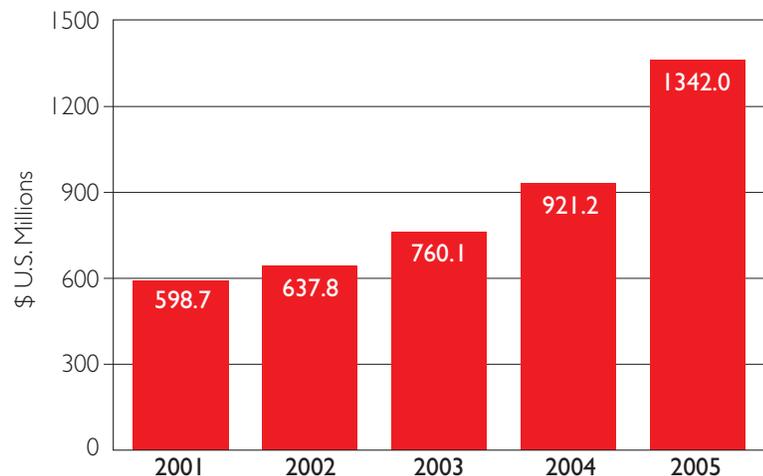
Les pays européens du sud-est modernisent les services de frontière comme l'étape principale vers l'intégration régionale. Les Douanes des États-Unis et le Bureau de protection de frontières du département des États-Unis pour la sécurité du pays soutiennent l'Initiative coopérative européenne du sud-est en aidant les administrations douanières en Albanie, en Macédoine, en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie/Monténégro,

en Croatie, et en Bosnie/Herzégovine. L'initiative facilite le commerce frontalier, augmente l'efficacité des contrôles de frontière et favorise le commerce international. Le programme a contribué à une diminution du taux d'inspection physique de 62 %. Les temps d'attente due au trafic commerciale aux frontières ont été réduits au 67 % et les recettes se sont accrues de 140 pour cent.

sur la durabilité, la propriété, et la coordination, qui permet de fournir une aide flexible et créatrice. En tant que donateur, nous tâchons de répondre aux besoins et aux priorités identifiées par nos partenaires, les pays en voie de développement, et d'évaluer leur entrée à nos programmes en matière de TCB. Nous développons notre aide en conformité avec ce qui suit :

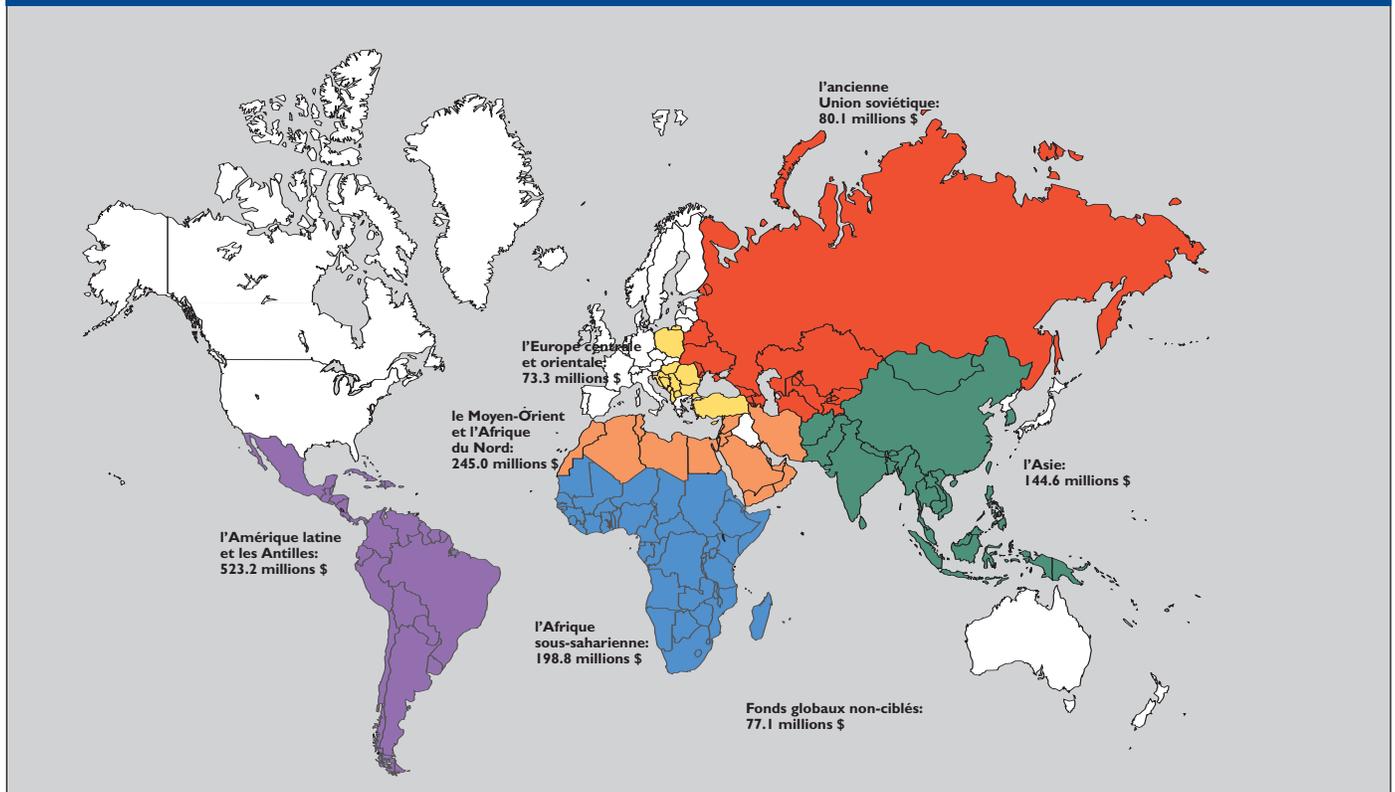
- OMC : Les États-Unis continuent leur soutien au Plan d'assistance technique de l'OMC à travers les Fonds fiduciaires et le Centre du commerce international.
- Le processus du Cadre Intégré (IF) : Les États-Unis jouent un rôle actif dans les efforts multilatéraux de fournir des TCB aux LDC.
- Les Accords de libre échange (FTA) : Les États-Unis fournissent l'assistance technique pour aider les pays à mettre en application les engagements aux termes des accords de libre-échange.
- Les préférences de commerce : La nouvelle Initiative pour la compétitivité globale de l'Afrique- programme de \$200

AIDE AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE, APPORTÉE PAR LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS



L'aide financière des É-U aux capacités dans le domaine du commerce—2005

Totalité des fonds accordés: 1.34 \$



millions pendant cinq ans- augmente le commerce africain avec les États-Unis, avec des partenaires régionaux et internationaux et favorise la compétitivité d'exportation. La Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique a été également prolongée jusqu'à 2015 et inclut des mesures pour les textiles de pays tiers.

Le principal applicateur de nos efforts du TCB, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), est présent dans plus de 70 pays. Elle fournit aux États-Unis une occasion unique de travailler avec ces pays et de répondre aux besoins des pays en voie de développement car elle

profite des opportunités de la libéralisation commerciale. Les programmes bilatéraux ou régionaux visés sont une manière pratique et efficace de fournir de l'aide au commerce. D'une manière primordiale, une approche sur place permet aux États-Unis d'établir des associations fortes avec les pays en voie de développement. Les programmes sur le terrain de l'USAID sont complétés par une variété d'aide du TCB fournie par beaucoup d'autres organismes gouvernementaux des États-Unis. L'Agence du commerce et du développement des États-Unis, par exemple, fournit de l'assistance au TCB telle que la première analyse financière d'investissement et de développement sectoriel. Les activités

¹ Data are presented in millions of dollars and are based on the 2005 U.S. Government Trade Capacity Building (TCB) Survey. Survey results can be found in the U.S. Trade Capacity Building Database (www.usaid.gov, keyword: TCB Database); in the WTO Database of Trade-Related Technical Assistance and Capacity Building (<http://tcdb.wto.org>); and on the attached CD-ROM. The CD-ROM contains summary tables for the 2005 U.S. Government TCB Survey.

CONFORMITÉ DE LOI DU TRAVAIL EN AMÉRIQUE CENTRALE ET EN RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Bien que les lois du travail en Amérique Centrale se conforment généralement sur les principes fondamentaux et les droits de l'Organisation internationale du travail, les difficultés d'application demeurent. Le département du travail des États-Unis aide à augmenter la conformité aux lois nationales du travail en Amérique Centrale, au Panama et en République Dominicaine. Les activités incluent:

favoriser la transparence par un site Web sur les lois du travail nationales; renforcer les services d'inspection du Ministère du travail; augmenter des mécanismes alternatifs de résolution de conflit; et améliorer la conscience publique sur les droits de travail. Ces activités aident ces pays à affronter les engagements de travail négociés dans leurs accords de libre-échange avec les États-Unis.

américaines en matière de financement TDA sont effectuées par le secteur privé des États-Unis, qui offre souvent des ressources additionnelles pour aider les pays à adresser leurs priorités TCB.

Les États-Unis cherchent à engager le secteur privé dans des associations de développement en reconnaissant que les alliances publique-privées multiplient l'impact de l'assistance officielle au développement. Le secteur privé est un partenaire valable pour le TCB car il fournit de l'aide qui va du développement des qualifications de la technologie de l'information jusqu'à l'aide aux petits fermiers. Les exemples de ces associations incluent ce qui suit :

- Le CISCO Networking Academy Alliance, qui s'est associé avec plusieurs compagnies de technologie dans le monde entier; enseigne aux étudiants la gestion du réseau informatique et leur fournit les qualifications exigées pour concurrencer efficacement dans le marché global.

- Starbucks and Green Mountain Coffee (Starbucks et le café vert de montagne), à travers l'Alliance de finances pour le commerce soutenable, aide les petits fermiers à changer à des techniques de production soutenables et les aident à attirer un bon marché pour un café organique certifié. Cette alliance fournit de l'aide en Amérique Centrale et dans



Les fermiers dans la catégorie du Kenya pèsent et stockent le produit pour maintenir la qualité et la sûreté.

plusieurs pays africains, y compris le Rwanda, la Tanzanie, et l'Ouganda.

Les entreprises locales et les fermiers profitent de ces efforts en développant de nouvelles qualifications et en forgeant des associations avec de telles compagnies, qui leur permettent d'accéder à de nouveaux marchés et d'augmenter leur compétitivité globale.

Les États-Unis et ses partenaires FTA ont frayé une voie d'efforts pour synchroniser le TCB avec les initiatives commerciales. Une approche d'assistance systématique et bien centrée doit être adoptée pour appuyer des négociations rapides au sein de l'OMC et autres organismes et pour saisir les opportunités commerciales. Les États-Unis concentrent leurs efforts en matière TCB sur des initiatives qui produiront des résultats tangibles et utiles.

Les négociations de l'Accord de libre-échange de la République Dominicaine, de l'Amérique Centrale et des États-Unis ont marqué la première fois qu'un groupe de travail séparé du TCB s'est réuni parallèlement avec les groupes de négociation. À partir de là, ce modèle a été employé dans les négociations des USFTA avec les pays andins, l'Union douanière africaine méridionale, la Thaïlande et d'autres. Pendant les négociations, les

groupes de travail TCB ont présenté aux donateurs bilatéraux et multilatéraux le moyen d'écouter et de répondre aux besoins et aux priorités de nos éventuels partenaires FTA. Une fois qu'on conclut le FTA, les comités du TCB rendent l'aide pour le commerce plus efficace. Le financement officiel d'aide au développement est limité, mais en travaillant ensemble nous pouvons accroître les fonds disponibles pour obtenir le plus, au-delà de nos efforts.

Les négociations de l'accord de libre-échange et les efforts en matière de TCB travaillent pour renforcer la protection du travail et de l'environnement, qui sont des dimensions critiques du commerce. Les efforts du TCB, relatifs au travail, incluent des activités conçues pour renforcer la loi du travail. Ils établissent des marchés de travail efficaces et sensibles, adressent le HIV/AIDS par la prévention au lieu de travail, et réduisent l'incidence des pires formes de travail des enfants. La protection de l'environnement est réalisée par des programmes qui imposent des lois et des règlements environnementaux domestiques. Elle encourage la participation des citoyens dans la prise de décision sur l'environnement. D'autres projets aident à satisfaire aux normes internationales de l'environnement et à augmenter l'écotourisme.

**LE COMMERCE
INTERNATIONAL
PEUT JOUER UN RÔLE
IMPORTANT DANS LA
PROMOTION DU
DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE ET DE
LA DIMINUTION DE
LA PAUVRETÉ.**

– DÉCLARATION DE DOHA

Les groupes de travail de médiation du gouvernement des États-Unis aident à améliorer l'efficacité et la concordance du Renforcements des capacités liées au commerce (USTCB). La coordination de ces groupes est menée par le Office du représentant de commerce des États-Unis. Les activités de l'USTCB sont renforcées par les ressources et l'expertise technique des agences suivantes: l'Agence des États-Unis pour le développement international; la Société du Compte du Millénaire; l'Agence du commerce et de développement des États-Unis; les Ministères de l'agriculture, de l'énergie, de l'intérieur, de la justice, du travail, de l'état et des transports;

l'Agence pour la protection de l'environnement; le Bureau américain des douanes et de la protection des frontières; le Programme de développement de droit commercial, l'Administration de commerce international, Bureau américain de brevets et de marques déposées des États-Unis, et l'Institut National de Standards et de Technologie du Ministère du commerce; l'Administration des aliments et des drogues, la Commission fédérale du commerce, la Banque Export-import des États-Unis et le Service fédéral de médiation et de conciliation.

LES ETATS-UNIS ET L'OMC

En renforçant la capacité liée au commerce des pays en voie de développement, les pays se sont aperçu des avantages des accords atteints dans les négociations de Doha. Les États-Unis offrent également aux pays en voie de développement l'assistance technique pour les accords de l'OMC. Ceci permet à ces pays-là de négocier et de mettre en application l'ouverture du marché et de reformer les accords commerciaux orientés sur une base bilatérale ou régionale.

Les États-Unis offrent un support aux pays qui sont en cours d'accéder à l'OMC. Les

États-Unis ont fourni récemment des services d'accèsion et de mise en oeuvre de l'OMC au Népal, qui est officiellement devenu un membre de l'OMC en 2003, et au Cap Vert. L'Ukraine et un certain nombre de pays en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union Soviétique ont également profité du support des États-Unis dans ce secteur. En 2004, l'USAID a répondu à la demande d'aide de l'Éthiopie dans son procédé d'accèsion en lançant un projet important de trois ans. Les États-Unis ont fourni un fort appui d'accèsion en 2004 à l'Irak et à l'Afghanistan.



Grains sur une marche en Afghanistan.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE (TCB) COMME UN APPUI AU CADRE DE JUILLET

En juillet 2004, les membres de l'OMC ont visé un ordre du jour ambitieux pour accomplir les négociations commerciales du Cycle de Doha. À ce moment-là, les membres ont également reconnu que pour que ce Cycle réussisse, les pays partenaires en voie de développement auraient besoin d'une assistance technique pour participer aux négociations, pour mettre en application les accords et pour profiter des avantages du libre échange. Le "Cadre de juillet" indique quatre secteurs d'intérêt immédiat : la facilitation du commerce, l'agriculture, l'accès au marché non-agricole et les services. Les efforts des États-Unis en matière de TCB soutiennent dans ces secteurs les partenaires commerciaux en voie de développement. Les exemples de ces efforts sont énoncés ci-après :

FACILITATION DU COMMERCE

L'assistance des États-Unis pour faciliter le commerce aide les initiatives régionales et nationales à simplifier, standardiser et harmoniser les procédures douanières ainsi que d'autres procédures de frontière ; à améliorer la coopération des douanes sur les plans bilatéral, régional, et multilatéral; et à

développer et renforcer la coopération et la consultation entre les administrations douanières et les parties intéressées. Ceci implique un travail transparent, une pratique et une organisation administrative, une gestion des risques, une évaluation douanière, un système de classification harmonisé, des règles d'origine, des auditeurs d'importation, une conscience d'intégrité, et une automatisation.

Les partenaires du TCB des États-Unis réalisent des résultats pratiques quand les pays bénéficiaires identifient leurs besoins de facilitation du commerce en tenant compte de l'entrée de tous les organismes gouvernementaux, du secteur privé et de la société civile. Le succès dépend fortement de l'engagement local et de la collaboration intense avec les pays partenaires en voie de développement. Les exemples du renforcement des capacités de la facilitation du commerce sont les suivants :

- L'USTCB soutient la mise en application des engagements aux termes de l'accord de libre-échange Amérique Centrale-République Dominicaine- États-Unis pour harmoniser les procédures de facilitation du commerce dans toute la région. Les experts techniques fournissent des conseils sur ce qui concerne la mise en application de nouvelles réformes de douane et de l'appui institutionnel de développement pour les opérations.

ACCESSION DU CAP VERT À L'OMC

L'assistance technique des États-Unis a soutenu le Cap Vert pour recueillir et traiter l'information légale et technique exigée par les conditions de l'OMC, y compris le Mémoire du régime de commerce extérieur, des plans d'action et des réponses

aux questions soulevées par des membres de l'OMC concernant le régime commercial du Cap Vert. Cette aide a également facilité un dialogue public-privé au Cap Vert qui a aidé à développer un consensus national.

PRODUCTEURS ARMÉNIENS RÉPONDENT AUX EXIGENCES INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les exportateurs arméniens de viande et de laiterie doivent se conformer aux normes de sécurité alimentaires internationales afin de lancer avec succès leurs produits à l'étranger. Le Ministère de l'agriculture des États-Unis (l'USDA) fournit de l'aide aux exportateurs arméniens dans des secteurs tels que la conformité, l'emballage et le marquage de normes, l'analyse alimentaire, et la réfrigération.

L'USDA conduit également des ateliers régionaux sur la pasteurisation pour aider les laiteries arméniennes à adopter l'amélioration de la qualité, la sécurité alimentaire et la prolongation de durée de conservation afin de se conformer aux conditions de sécurité alimentaire internationales. Les producteurs arméniens de viande et de laiterie sont maintenant mieux placés dans le marché global.

- Les États-Unis sont en train d'offrir de l'assistance technique pour soutenir le Projet de Control de Frontières à la frontière Kenya-Ouganda, qui cherche à harmoniser les douanes, l'immigration et les communications de cheminement de cargaison. Le projet permet de développer un couloir de technologie de l'information enjambant l'itinéraire commercial entre le Mombasa, le Kenya, et le Ouganda (Kampala).
- Les États-Unis ont aidé les Philippines à normaliser et à simplifier les procédés et les procédures pour dégager les marchandises à la frontière. En conséquence, les Philippines ont développé une nouvelle loi de la valeur en douane pour mettre en application les règles de l'OMC, et ont établi une base de valeur de facture pour les expéditions.



L'amélioration de la productivité du secteur de l'agriculture en Egypte.

AGRICULTURE

La croissance économique, l'expansion commerciale et l'augmentation des opportunités de gagner des revenus dans les pays en voie de développement sont souvent liées au secteur de l'agriculture. Les normes liées au commerce, les préférences changeantes du consommateur et les avancements internationaux en science et technologie sont des facteurs importants affectant l'agriculture. Pour avoir du succès, les producteurs agricoles dans les pays en voie de développement ont besoin d'une formation, de l'appui d'une infrastructure, d'une bonne gouvernance, des politiques saines et d'une base institutionnelle pleine et progressive qui soutiennent la participation du marché. Un des mécanismes primaires américains pour l'agriculture est l'Initiative présidentielle pour finir la faim en Afrique, qui aidera à soutenir le Programme détaillé de développement agricole pour l'Afrique. Cette initiative est un programme de cinq ans financé avec \$200 millions en 2006 et des quantités comparables dans les années suivantes.

OMC: Accord sur l'Agriculture

En renforçant les engagements lors du Cycle de l'Uruguay et de l'accord du Cadre de juillet 2004 pour les modalités agricoles, les

États-Unis ont présenté un paquet complet pour faire avancer les négociations de l'OMC sur l'agriculture et pour lâcher la pleine capacité du Programme de Doha pour le développement. Les appels des États-Unis pour que les membres de l'OMC réduisent agressivement les tarifs, éliminent rapidement des subventions d'exportation et réduisent sensiblement les distorsions au soutien du commerce domestique, avec des coupures plus profondes par pays avec de plus grandes subventions. La proposition des États-Unis réclame la réforme dans deux étapes :

- Stage 1 : Réductions substantielles de mesures et de tarifs qui dénaturent le soutien commercial, avec l'élimination des subventions d'exportation, à être effectuées dans une période de cinq ans.
- Stage 2: Cinq ans après avoir mis en application la première étape, une phase additionnelle de cinq ans, fournira l'élimination des politiques dénaturant le commerce, restantes dans l'agriculture.

Reformer le commerce globale agricole est fortement identifié comme une étape importante pour augmenter le développement économique et est prévue pour faire sortir de la pauvreté à des millions de gens.

**RENFORCER LA
CAPACITÉ DES PAYS
EN VOIE DE
DÉVELOPPEMENT DE
COMMERCER
PERMETTRA QUE LES
NÉGOCIATIONS DE
DOHA SOIENT
SOUTENUES ET
AVANTAGEUSES À
TOUS LES MEMBRES
DE L'OMC.**

MARKETING DES FRUITS DU DRAGON VIETNAMIENS EN EUROPE

Les fruits du dragon du Vietnam ont une forte réputation parmi les importateurs européens, mais à mesure que la concurrence d'autres pays exportateurs augmente, l'industrie du fruit du Vietnam doit agir pour maintenir sa part du marché vis-à-vis des concurrents internationaux. L'initiative de compétitivité du Vietnam de l'USAID aide les exportateurs des fruits à développer une stratégie de vente en Europe

pour le fruit du dragon. La stratégie inclut améliorer la qualité du fruit par l'application des procédures d'EUREPGAP, adopter de nouvelles et de meilleures variétés, abaisser les coûts de fret aérien pour la consolidation des embarquements et améliorer la manipulation d'emballage et de récolte. Les stratégies aident les exportations et améliorent la réputation du Vietnam comme une source crédible de fruit de haute qualité.

LE COULOIR DE TRANS-KALAHARI AMÉLIORE L'ACCÈS DU MARCHÉ EN NAMIBIE

Les ports fortement encombrés en Afrique Du sud font face à la difficulté croissante de concurrencer sur les marchés en Amérique du nord et en Europe. Le couloir Trans-Kalahari fournit un chemin alternatif qui permet de soulager ces ports encombrés. Le couloir relie la côte atlantique de la Namibie à sa capital, au Botswana et à l'Afrique du Sud. L'USAID a lancé un projet pilote, et l'Agence américaine

pour le commerce et le développement a aidé à financer une étude de faisabilité pour améliorer le couloir Transport-Kalahari. Les améliorations des frais de transport, de l'efficacité et de la crédibilité bénéficieront la région entière. Le couloir aidera à prolonger la capacité de la Namibie d'effectuer des échanges et de créer un passage occidental pour la Communauté du développement de l'Afrique australe.

Coton

Les pays producteurs de coton sont de bons exemples des économies où l'agriculture est critique. Les pays africains ont souligné le rôle important que le coton joue en soutenant leurs économies et leurs vies. Ces pays ont demandé à la communauté internationale d'aider à adresser les aspects du commerce et du développement du marché de coton. Les États-Unis répondent avec de nouvelles initiatives améliorées.

Les pays africains comprenant le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali (les "quatre pays de coton") et le Sénégal se tiennent à profiter du compromis du président George W. Bush, fait en juin 2005, de doubler l'aide des États-Unis à l'Afrique par l'année 2010. Ces pays de l'Afrique Occidentale vont bénéficier du paquet de réduction de dette du G-8 pour les pays pauvres fortement endettés.

Le Société du Compte du Millénaire (MCC) procure une nouvelle occasion significative à beaucoup de pays d'adresser les obstacles au développement présents à long terme, y compris ceux liés au coton. Ceci va impliquer des centaines de millions de dollars de concession coulant dans la région, en quelque sorte déterminée par les pays bénéficiaires. Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal

sont chacun éligibles pour négocier avec le MCC pour un contrat qui rapporterait une concession à grande échelle.

L'USAID a conçu un paquet d'aide au développement pour l'Afrique occidentale qui inclura renforcer les organismes privés d'agriculture, augmenter l'utilisation de bonnes pratiques agricoles et améliorer la qualité du coton produit dans la région. D'autres efforts des États-Unis incluent le patronage de la Conférence de biotechnologie au Mali, comme une demande faite par les quatre pays de coton ; le programmes de gestion de classe et de sol de coton pour les quatre pays de coton soutenus par l'USDA; et les concessions de l'Agence du commerce et du développement des États-Unis relatives à l'agrobusiness en Afrique occidentale.

ACCÈS AU MARCHÉ NON-AGRICOLE

L'assistance des États-unis aide les pays en voie de développement pour profiter de nouvelles occasions commerciales dans les marchandises et les services non-agricoles. Les projets incluent soutenir le remuement de la politique de micro-niveau et des contraintes de normalisation au développement des affaires, l'amélioration de l'accès aux finances, au marketing et à la technologie, et aider à améliorer la qualité du

produit, la productivité, et l'accès aux marchés globaux (par exemple les marques, les certifications). Par exemple, les États-Unis font la Carte internationale d'accès au marché du centre de commerce, qui permet aux utilisateurs d'analyser la protection à de niveaux différents de l'agrégation sectorielle et régionale, et qui est disponible aux exportateurs de LDC.

SERVICES

Les États-Unis fournissent l'appui pour les pays en voie de développement qui poursuivent les services de marchés ouverts et bien-réglés pour accélérer le développement économique et la réduction de pauvreté. L'assistance du USTCB soutient l'exécution de l'Accord général sur les échanges des services (GATS), aussi bien que les activités qui aident les pays en voie de développement pour établir leur capacité de participer dans le commerce de services et de créer les cadres légaux, de normalisation et institutionnels complémentaires.

Le seul sens dans lequel les États-Unis cherchent à aider les pays en voie de développement à participer au système marchand multilatéral est par son association

avec le Centre de commerce international pour conduire les Évaluations de capacité de services et la formation du GATS. Les Évaluations de capacité de services visent à informer les principaux décideurs, des occasions et des intérêts nationaux sur la participation dans les négociations du GATS. Ce genre d'efforts permet aux pays en voie de développement d'établir des secteurs de services forts et de renforcer les engagements pour fournir l'assistance technique faite dans le Cadre de juillet.

Une autre aide s'étend des services d'énergie au tourisme soutenable. L'initiative régionale de l'Asie du Sud inclut un composant d'énergie qui favorise les liens mutuellement salutaires d'énergie parmi les nations de l'Asie du sud. Le programme favorise un arrangement des avantages du commerce régional d'énergie et établit la capacité pour des occasions marchandes d'énergie. En Équateur, les appuis d'assistance technique et de formation soutiennent l'écotourisme local comme une alternative productive aux pêches excessives, améliore le gouvernement local et favorise un plan marin de zonage.



La production du Kenya prête pour l'exportation locale ou mondiale.

REFORME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN JORDANIE

Avant de rejoindre l'OMC en 2000, la Jordanie a fait face à des difficultés d'application concernant les droits de propriété intellectuelle (IPR). L'USAID et le Bureau américain de brevets et de marques déposées des États-Unis ont travaillé avec l'Association de propriété intellectuelle de la Jordanie pour améliorer l'application de l'IPR en Jordanie. En raison de l'aide des États-Unis, le gouvernement de la Jordanie a rédigé la législation pour joindre les accords internationaux sur l'enregistrement de brevets et de

marques déposées. Les États-Unis ont également soutenu la Bibliothèque nationale de la Jordanie et des conférences publiques pour améliorer la conscience de copyright et pour renforcer son application. La Jordanie est maintenant considérée comme un chef régional dans l'application des lois de propriété intellectuelle. Le nombre de cas d'infractions de copyright rapportées aux cours a brusquement augmenté. Environ 80 % de ces cas ont eu pour résultat des modalités de correction.

LES ÉTATS-UNIS ET LES PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS

Les États-Unis reconnaissent que les capacités des pays les moins développés (LDC) réclament une particulière attention et ont conçu des mécanismes spécifiques d'aide pour adresser les défis du LDC. Parmi ces mécanismes qui soutiennent les efforts du LDC d'établir leur capacité commerciale se trouvent le Société du Compte du Millénaire bilatéral (MCC) et le Cadre intégré multilatéral pour l'Assistance technique liée au commerce pour les LDC (IF).

SOCIÉTÉ DU COMPTE DU MILLÉNAIRE

À Monterrey, au Mexique, le Président George W. Bush a réclaté un nouveau contrat pour que le développement global lie les plus grandes contributions des nations développées aux plus grandes responsabilités des pays en voie de développement. Pour ceci, les États-Unis ont établi le MCC en 2004 pour travailler avec certains des pays les plus pauvres au monde. Le MCC a mené



Les programmes régionaux du USAID en l'Afrique d'Ouest don un appui aux populations locale.

50 ans d'expérience de développement et est basé sur le principe que l'aide est plus efficace quand elle renforce un bon gouvernement, la liberté économique et les investissements dans les personnes qui favorisent la croissance économique et réduisent la pauvreté extrême.

Au sein du MCC se trouve le Contrat, ou l'accord, entre un pays en voie de développement et le MCC. En travaillant étroitement avec le MCC, les pays qui sont éligibles pour recevoir l'aide du Compte du Millénaire (MCA) sont responsables d'identifier les plus grandes barrières à leur développement et de développer un programme de MCA qui a une large entrée de la société civile. La participation du MCA exige un engagement à haut niveau du pays choisi. De leur part, les États-Unis sont engagés à soutenir les partenaires du Contrat du MCA pour les aider à atteindre leur pleine capacité. Le commerce n'est qu'un aspect de la croissance économique et le Contrat fournit une aide plus large que le TCB tout seul. Cependant, les États-Unis identifient que le commerce est un composant essentiel des efforts des pays du MCA de réaliser leur potentiel et de devenir de pleins participants au système global de commerce. Le MCC est une réponse innovatrice des États-Unis aux besoins et aux priorités que nous avons entendues partout dans le monde, y compris Doha.

Le MCC fonctionne avec des LDC et avec d'autres pays en voie de développement et a des contrats avec le Cap Vert, le Honduras, la Géorgie, le Madagascar et le Nicaragua. Vingt-trois pays sont maintenant éligibles pour faire des programmes de propositions au MCM. Encore quinze pays sont éligibles au Programme de seuil du MCC. Le gouvernement des États-Unis attend avec intérêt de travailler avec d'autres gouvernements démontrant ainsi un engagement aux principes du MCM dans les prochaines années.

CADRE INTÉGRÉ POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE LIÉE AU COMMERCE POUR LES PAYS LES MOINS DÉVELOPPÉS

Les États-Unis sont un fort défenseur et un joueur actif dans l'IF, offrant la conduite globale par nos efforts faits à Genève et par l'exécution concrète au niveau local. En travaillant avec les partenaires du LDC et avec d'autres donateurs, nous voyons l'IF comme un mécanisme efficace de directrice du commerce dans la stratégie de réduction de la pauvreté de chaque pays, et comme une aide coordonnée aux besoins identifiés dans les études de diagnostic de l'IF. Une partie importante d'assistance des États-Unis a dû servir deux fois comme coordonnateur de participation de donateurs bilatéraux à l'IF. L'expérience prouve que le partage d'information opportun et concret sur le statut d'exécution sur le terrain de l'IF facilite la pratique de résolution des problèmes. Il favorise la diffusion des meilleures pratiques et aide à maintenir l'élan de l'IF dans chaque

"Nous voulons prendre des décisions nous-mêmes. C'est notre pays, et nous devons prendre sa conduite et les responsabilités. Mesdames et messieurs, si vous jetez un coup d'œil aux deux dernières issues, à la vision et à la propriété de notre pays, vous vous rendrez compte pourquoi le MCA est si important pour nous. Nous avons ici une nouvelle approche qui nous aide à mettre en application notre vision. Nous avons les occasions de concevoir et de mettre en application nos propres programmes."

Marc Ravalomanana,
Président du Madagascar,
avril 19, 2005

pays. Pour avancer ces objectifs plus loin, les États-Unis ont lancé et organisé un exercice de simulation de l'IF en septembre 2005 à Addis Ababa. Les représentants des secteurs public et privé des 17 LDC, des 12 pays donateurs et de cinq sociétés multinationales sont venus ensemble pour identifier les meilleures pratiques et les étapes concrètes pour renforcer le processus de l'IF dans chaque pays participant. Les États-Unis ont fourni l'aide financière pour cet événement, de même que le Royaume-Uni, la Norvège et le Danemark.

Au niveau de pays, les agences de donateurs des États-Unis et leurs missions sur le terrain cherchent activement des occasions d'intégrer des priorités nationales identifiées par le processus de l'IF dans leurs programmes à long terme d'aide régionale et nationale. Au Mali et en Mozambique, les missions sur le terrain de l'USAID soutiennent de façon continue les comités de coordination nationaux dans leurs rôles de « Donateur local de l'IF ». Le succès du Mozambique en mobilisant le soutien de haut niveau du secteur public et privé pour l'I, et la réponse d'un donateur local coordonnée, ont été identifiés comme la "meilleure pratique" pour la gestion globale du processus de l'IF.

“Le gouvernement du Mali remercie les États-Unis de son aide liée au commerce et de son rôle de principal donateur dans le contexte du Cadre intégré, qui est cher au Ministère de l'industrie et du commerce. Cette assistance aide les exportateurs maliens à répondre aux exigences commerciales sur les marchés internationaux. Cette occasion nous rappelle qu'augmenter les exportations contribue considérablement à la réduction rurale de pauvreté.

Grâce aux États-Unis, l'établissement public malien responsable de la politique commerciale et de la promotion commerciale a été équipé d'ordinateurs ce qui a contribué considérablement à son efficacité et à son exécution. L'aide des États-Unis est cruciale pour aider les parties maliennes intéressées du secteur public et privé, impliquées dans le commerce international, de mieux comprendre les conditions commerciales sur les marchés étrangers”.

M. Mahamane Toure,
Directeur,
Département du commerce et
de la concurrence,
7 octobre 2005



En Uganda, les programmes TCB facilitent la croissance des PME.

CADRE INTÉGRÉ AU MOZAMBIQUE

L'USAID aide le Mozambique en tant que le principal facilitateur pour le processus du Cadre intégré. L'USAID a soutenu le gouvernement du Mozambique pour concevoir une stratégie nationale et pour établir le consensus pour la croissance liée au commerce et la réduction de la pauvreté. Les diverses parties intéressées du gouvernement, du secteur privé et des donateurs multilatéraux et bilatéraux ont développé une Étude diagnostique d'intégration commerciale, qui a été contrôlée en octobre 2004 dans un atelier national largement occupé de validation.

En conséquence, le consensus a été atteint, les principales contraintes ont été identifiées et le gouvernement sortant a pris des mesures pour adresser ces contraintes. Des demandes aux donateurs ont été également coordonnées par le comité de coordination de l'IF. Cet effort a résisté à son premier essai principal: le nouveau gouvernement du Mozambique, élu après la conférence nationale de validation, a approuvé et est en train d'agir suivant les recommandations convenues par l'administration précédente.



Des clients utilisant un Centre d'information de la communauté au Mali.

L'aide bilatérale de l'USTCB aux LDC participant au processus de l'IF a monté de \$36.6 millions en 2001 à plus de \$132.9 millions en 2005. Ceci est complété par les contributions américaines aux fonds en fidéicommis de l'IF et aux programmes de l'IF du Centre du commerce international à Genève.

Les États-Unis ont été un participant actif et le défenseur d'une nouvelle Aide pour l'initiative commerciale qui soutienne le Programme de Doha pour le développement. Une telle initiative devrait adopter une approche pratique qui construirait sur les efforts qui fonctionnent actuellement. L'IF est un mécanisme qui a évolué grâce à l'expérience et qui a fait des progrès mesurables dans l'intégration des

considérations commerciales aux programmes de développement nationaux. L'IF devrait être le centre d'une telle initiative.

L'aide pour l'initiative commerciale devrait se concentrer sur des perfectionnements concrets à l'IF, y compris, mais non limité au placement accru pour l'aide. Cette approche a l'avantage de maintenir des principes établis et identifiés pour un TCB efficace, tout en évitant l'impact négatif de séparer les voies du commerce et de développement du Programme de Doha pour le développement. Les États-Unis attendent avec intérêt de travailler avec les LDC pour s'assurer qu'une Aide pour l'initiative commerciale les bénéficie d'une manière pratique

**NOUS NOUS SOMMES
COMPROMIS À
ADRESSER LA
MARGINALISATION
DES LDC DANS LE
COMMERCE
INTERNATIONAL ET
À AMÉLIORER LEUR
PARTICIPATION
EFFICACE AU
SYSTÈME
COMMERCIALE
MULTILATÉRAL -
DÉCLARATION DE
DOHA.**

– DÉCLARATION DE DOHA

CRÉDITS DE PHOTO

Photos de couverture:
Fille afghane: *Alejandro Chicheri/WFP*
Fermier de café: *Lisa Rogers/DAI*
Femme kenyenne: *USAID/Kenya*
Ouvrier: *K. Burns*

Enfant à l'ordinateur: *USAID*
Fermier de café: *Lisa Rogers/DAI (p. 1)*
Femme kenyenne: *USAID/Kenya (p.4)*
Grain: *Martin Lueders/USAID (p. 6)*
Fermier égyptien: *USAID/Egypt (p. 8)*

Production: *USAID/Kenya (p. 11)*
Ouvrier: *USAID (p. 12)*
Ouvrier: *K. Burns (p. 14)*
Femme à l'ordinateur: *D. Bilodeau (p. 15)*

ANNEXE

Assistance pour le renforcement des capacités en matière de commerce (en dollars É.-U.)

TCB CATÉGORIE	2001	2002	2003	2004	2005
Conscience de l'OMC	8,250,253	9,518,213	8,389,916	6,297,984	6,857,445
Accession à l'OMC	8,112,957	4,074,503	6,201,026	3,431,274	9,925,264
Accords de l'OMC (somme des accords)	37,572,617	36,325,261	35,088,900	25,012,669	19,858,920
Accords sur le commerce des biens	2,653,722	1,039,694	671,330	380,349	998,975
Accord sur l'agriculture	4,105,782	2,186,466	729,950	987,205	1,549,304
Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	6,788,308	9,857,862	6,995,360	7,246,468	8,725,989
Accord sur les barrières techniques au commerce (TBT)	4,840,140	4,643,520	4,401,560	1,801,453	1,642,870
Accord sur les mesures d'investissement liées au commerce (TRIM)	1,956,048	330,000	220,070	165,291	10,000
Accord contre le dumping	32,770	703,562	103,680	202,462	30,000
Accord sur les méthodes d'évaluation des biens en douane	3,462,136	3,974,680	6,651,130	3,014,549	1,000,506
Accord sur les règles sur l'origine	1,459,185	1,211,590	659,070	989,661	802,275
Accord sur les procédures de licences d'importation	1,366,840	383,000	52,230	76,000	151,800
Accord sur les subventions et les mesures de compensation (CVM)	198,440	237,480	236,600	307,850	161,117
Accord sur les mesures de sécurité	108,400	664,562	149,750	272,027	101,117
Accord général sur le commerce des services (GATS)	3,423,691	1,558,513	3,878,527	1,086,044	1,518,317
Accord sur les aspects commerciaux des droits de la propriété intellectuelle (ADPIC)	3,558,952	6,215,359	7,027,824	4,708,533	1,526,357
Accord sur le règlement des litiges	258,942	736,100	1,568,210	745,216	378,975
Accord sur le mécanisme de révision de la politique commerciale	1,508,041	485,000	252,920	219,220	15,000
Accord sur les acquisitions du gouvernement	1,851,219	1,993,873	1,480,000	2,029,473	696,317
Autres accords de l'OMC		104,000	10,689	777,868	550,000
Facilitation du commerce (somme des actions)	111,337,461	167,787,129	224,311,593	278,203,991	367,869,266
Fonctionnement & Administration des douanes		19,900,167	21,505,858	31,801,583	17,004,953
E-Commerce & technologie de l'information (IT)		22,635,501	27,446,566	23,009,965	42,466,015
Promotion de l'exportation		30,992,468	67,413,517	87,250,531	97,755,987
Services aux entreprises & formation		74,482,426	76,102,461	94,645,233	153,900,696
Accords commerciaux régionaux		9,449,448	29,262,861	32,741,228	28,684,386
Autres actions pour la facilitation du commerce		10,327,118	2,580,331	8,755,451	28,684,386
Ressources humaines & normes de travail	132,074,621	99,664,527	115,292,905	138,396,841	87,695,235
Développement du secteur financier & bonne gouvernance	63,332,344	68,850,959	88,730,327	86,135,648	167,683,650
Développement de l'infrastructure physique	43,251,493	19,401,099	44,063,581	119,723,023	347,047,431
Commerce & normes environnementales	34,465,246	19,310,946	28,903,590	29,220,906	29,287,153
Politique de la compétition & investissement étranger	37,038,793	28,667,469	23,901,142	22,824,831	27,480,569
Agriculture liée au commerce	41,628,190	84,002,132	104,494,091	114,906,661	160,986,437
Développement du secteur du tourisme	6,051,892	20,989,283	10,623,252	19,126,614	21,882,684
Développement d'autres services	21,897,831	23,619,182	6,373,076	6,370,782	4,385,429
Transparence dans la gouvernance & coordination entre les agences	7,576,435	22,266,038	21,839,261	22,125,464	52,775,117
Autres assistances techniques liées au commerce	598,749,112	637,835,149	760,120,442	921,160,431	1,342,000,240

Source: Base de données de l'US Trade Capacity Building, Services d'information sur le développement de l'USAID, <http://qesdb.cdie.org/tcb/index.html>.

Pour plus d'information:

Sur la capacité commerciale dans votre pays consulter <www.usaid.gov>, mot clé: TCB Report.

Pour trouver les sites des missions de l'USAID sur l'Internet et les points de contact, voir <www.usaid.gov/locations/>.

Pour les pays dans lesquels il n'y a pas de mission USAID, consulter l'annuaire des ambassades et consulats des États-Unis à <<http://usembassystate.gov/>>.

Pour plus d'information:

In Washington, DC

Trade and Investment Team
Office of Economic Growth
Bureau for Economic Growth, Agriculture
and Trade
U.S. Agency for International Development
1300 Pennsylvania Ave., NW
Washington, DC 20523
Tel 202-712-5181

Office of Trade Capacity Building
Office of the U.S. Trade Representative
Executive Office of the President
600 17th Street, NW
Washington, DC 20528
Tel 202-395-2839

Millennium Challenge Corporation
875 15th Street, NW
Washington, DC 20005
Tel 202-521-3600

Office of the Director for Policy
and Program
U.S. Trade and Development Agency
1000 Wilson Blvd, Suite 1600
Arlington, VA 22209
Tel 703-875-4357

In Geneva

U.S. Mission to the UN Office and Other
International Organizations in Geneva
Route de Pregny 11
1292 Chambesy Geneva
Tel 41-22-749-4111



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE